

«L’immigration a élargi le marché du travail et la consommation»

Intervista Juan Carlos Martinez Lazaro

Selon l’économiste Juan Carlos Martinez Lazaro, l’Espagne affiche une croissance bien supérieure à celle de ses voisins. Mais des fragilités structurelles persistent et rien n’a été fait pour y mettre fin

Juan Carlos Martinez Lazaro est professeur d’économie à l’IE University, à Madrid. Selon lui, à court terme, la croissance espagnole devrait se poursuivre. Mais les faiblesses structurelles qui pèsent de longue date sur l’économie du pays, en particulier le chômage et la crise du logement, contribuent à une croissance inégalement ressentie dans la population.

Quels facteurs expliquent que l’Espagne soit aujourd’hui l’économie à la croissance la plus rapide en Europe ?

La croissance actuelle repose sur une conjonction de facteurs qui se renforcent mutuellement. Le premier tient à l’arrivée d’immigrés ces dernières années, qui a entraîné une hausse significative de la population : près de 1,5 million de personnes en plus depuis 2023, pour un pays d’environ 49 millions d’habitants. Cet afflux élargit à la fois le marché du travail et la consommation. Le deuxième facteur, étroitement lié au précédent, est la progression de l’emploi. L’Espagne a dépassé les 22 millions de personnes en activité. Le taux de chômage demeure élevé, autour de 10 %, mais l’emploi continue d’augmenter. Troisièmement, le tourisme. Le nombre de visiteurs devrait frôler les 100 millions cette année et, surtout, les recettes touristiques progressent d’environ 7 %, ce qui représente des montants considérables. En 2024, plus de 126 milliards d’euros sont ainsi entrés dans l’économie.

Enfin, il faut mentionner le déploiement des fonds européens de relance mis en place après la pandémie (programme NextGenerationEU, en tout 56,7 milliards d'euros, selon les chiffres du gouvernement publiés en octobre), que l'Espagne a su mobiliser efficacement.

L'Espagne va à contre-courant de l'Europe en matière d'immigration. Cet afflux migratoire n'a pas suscité de rejet social, du moins pour le moment...

Les travailleurs étrangers sont devenus indispensables, faute de main-d'œuvre suffisante en Espagne. Les entreprises en demandent de plus en plus, notamment dans le secteur de la construction. Il me semble aussi que l'immigration latino-américaine suscite moins de rejet que celle en provenance d'autres régions du monde, essentiellement pour des raisons culturelles : la langue, les références communes facilitent grandement l'intégration. Cela n'efface pas les difficultés : il existe des tensions, bien sûr, et du racisme.

La demande intérieure soutient aussi la croissance, alors que les salaires restent bas. Le gouvernement a relevé le salaire minimum de 61 % en sept ans, et la réforme du marché du travail de 2021 a fait reculer la précarité. Ces mesures ont-elles eu un effet positif ?

Le chômage demeure aujourd'hui intolérablement élevé lorsqu'on compare l'Espagne au reste de l'Union européenne. Le pays en est à sa troisième année de croissance, avec des taux proches de 3 %, et pourtant le chômage s'établit encore autour de 10 % en 2025. A l'inverse, l'Allemagne est en récession depuis deux ans ; cette année, elle ne devrait croître que de 0,2 %, mais son taux de chômage est seulement de 3,9 %. La réforme du marché du travail a surtout permis de masquer la réalité de nombreux travailleurs, notamment dans le secteur touristique : ceux que l'on appelle les « salariés en CDI intermittents » (*fijos discontinuos*, « fixes discontinus »). Lorsque la saison s'achève, ils perçoivent des allocations-chômage sans apparaître dans les statistiques officielles. La fragilité structurelle du marché du travail espagnol, une constante historique, n'a pas été résolue.

Comment expliquer qu'un tel niveau de chômage reste socialement acceptable ?

Par l'importance de l'économie souterraine, estimée à environ 20 % du produit intérieur brut (PIB). Un taux de chômage de 10 % pourrait, en théorie, engendrer de très fortes tensions sociales. Mais il faut se souvenir qu'en 2010, 2011 et 2012 l'Espagne a atteint des niveaux de 25 % à 26 %. Cette période a eu un impact politique majeur, avec l'émergence du mouvement des « indignés » et une fragmentation du paysage politique, marquée par l'apparition de deux partis : Podemos [*formation de la gauche radicale, devenue très minoritaire*] et Ciudadanos [*parti centriste, aujourd'hui quasiment disparu*]. Si l'on ajoute les aides publiques et, surtout, la solidarité familiale, historiquement très importante en Espagne, on obtient une situation sociale qui, sans être optimale, n'est pas explosive.

Pourtant, selon les statistiques officielles, 25,8 % des Espagnols sont exposés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, une proportion qui grimpe à 34,7 % chez les moins de 16 ans...

Il existe un décalage entre des indicateurs macroéconomiques très flatteurs et la réalité vécue au quotidien. La croissance ne bénéficie pas de manière égale à l'ensemble de la population. L'inflation, marquée depuis la pandémie, a lourdement pesé sur les dépenses contraintes : des postes essentiels comme l'alimentation ont enregistré des hausses de 36 % à 37 %. S'y ajoute un autre facteur : le salaire minimum peut sembler satisfaisant sur le papier, mais nombre de travailleurs n'effectuent pas le volume d'heures nécessaire pour en bénéficier pleinement. Le temps partiel reste très répandu. Enfin, le coût de l'habitat constitue un problème majeur : la construction ne répond pas aux besoins. Il s'agit d'une crise grave.

Le gouvernement de Pedro Sanchez ne pourra sans doute pas adopter un budget en 2026, ni faire passer des réformes majeures. Dans quelle mesure l'instabilité politique peut-elle nuire aux bons résultats économiques ?

L'instabilité politique finira par avoir des répercussions à moyen et à long terme. Les touristes continueront de venir, même en l'absence de majorité parlementaire, et les immigrés continueront d'arriver. L'économie fonctionne ainsi, avec ou sans budget, en dépit des scandales de corruption. L'absence de budget peut même, à court terme, s'avérer paradoxalement bénéfique : certaines dépenses ne pouvant être modifiées,

la dépense publique n'augmente pas, ce qui peut contribuer à contenir, voire à réduire, le déficit. Mais cette situation n'est pas saine, car les décisions de politique économique nécessaires à la croissance future ne sont pas prises.

Une partie de la croissance espagnole repose également sur les énergies renouvelables, qui représentent désormais plus de la moitié du mix énergétique du pays...

Oui, sans aucun doute. L'Espagne dispose d'une capacité à produire une énergie moins chère, ce qui pourrait renforcer la compétitivité industrielle ; je ne sais pas si l'on peut parler de réindustrialisation, mais en tout cas d'un avantage compétitif accru, notamment pour les industries très énergivores comme les centres de données. Mais je suis inquiet à l'idée de fermer les centrales nucléaires à partir de 2027, alors qu'elles représentent 20 % du mix énergétique. Nous allons commettre la même erreur que l'Allemagne en 2023. On ne peut pas prendre ce type de décision tant que la transition énergétique n'est pas achevée, surtout après la panne d'électricité qui a plongé la péninsule Ibérique dans le noir le 28 avril.

L'Espagne peut-elle continuer à croître au même rythme ?

Oui, tant que le tourisme se maintient à un niveau élevé et, surtout, parvient à se désaisonnaliser, et tant que les travailleurs étrangers continuent d'arriver. Grâce à l'immigration, l'Espagne dépassera les 50 millions d'habitants d'ici fin 2026. Il s'agit toutefois d'un modèle très conjoncturel, sensible à une éventuelle récession, même si les déséquilibres macroéconomiques observés lors de la crise financière ont, pour l'heure, disparu. Le chiffre le plus rassurant est l'excédent de la balance courante, qui avoisine 3 % du PIB. Mais rien n'a été entrepris pour corriger les déséquilibres structurels qui accompagnent l'économie espagnole depuis longtemps : ils sont toujours là, simplement moins visibles aujourd'hui. Il me semble qu'on a manqué une occasion de corriger ces faiblesses. Mais, pour l'instant, que la fête continue !